

8 RAISONS DE METTRE LES COLLÈGES ET LES LYCÉES À L'ARRÊT À PARTIR DU 7 MARS

SALAIRES : « TRAVAILLER BEAUCOUP PLUS POUR PERDRE UN PEU MOINS »

En lieu et place d'une augmentation indiciaire, P. Ndiaye choisit les indemnités dans une « revalorisation sociale » et une partie conditionnée à des tâches supplémentaires, « un pacte de missions ». Le but n'est pas d'augmenter les salaires à la hauteur de la perte de pouvoir d'achat mais d'enfoncer un nouveau coin dans les statuts. Les personnels refusent la destruction de leur statut. En 20 ans, on a perdu 25 % de pouvoir d'achat.

POSTES : POUR 840 ÉLÈVES EN MOINS, LE MINISTRE SUPPRIME 481 POSTES À LA RENTRÉE

A Paris, 182 postes supprimés et une cinquantaine de classes. A Lille, 160 postes, en Normandie 105, à Dijon, 99 etc. Entre 2017 et 2023, les collèges et les lycées ont gagné 166 000 élèves et perdu 11 780 professeurs ! Le SNFOLC exige la restitution des heures disciplinaires supprimées, la création massive de postes, l'arrêt des suppressions et l'abondement des DHG à hauteur des besoins.

RÉFORME DU COLLÈGE : AUTONOMIE ET TERRITORIALISATION DE L'ÉCOLE

Le ministre Ndiaye entend avancer sur sa réforme du collège et il compte aller très vite avec une application en classe de 6^{ème} dès la rentrée 2023 et à partir de la rentrée 2024 pour le cycle 4 avec un dispositif « découverte des métiers » en classe de 5^{ème}, en heures supplémentaires discutées dans le cadre du « pacte » et dans la continuité de la réforme de la voie professionnelle. Le collège va concentrer ce que le gouvernement prône pour nos salaires : remise en cause de nos statuts et de nos missions. Le SNFOLC demande le retrait du projet de réforme du collège.

SUPPRESSION DE LA TECHNOLOGIE

La suppression inacceptable d'une heure de technologie en 6^{ème} servira à mettre en place une heure de consolidation et d'approfondissement en français et/ou en mathématiques en classe de 6^{ème}. Chaque établissement l'organisera comme il pourra avec les moyens du bord, sans cadre national. La rémunération sera discutée dans le cadre du « pacte de missions ». Le ministre veut aussi recourir aux PE en collèges. Pour le SNFOLC, c'est un nouveau pas vers la fusion des corps. Le ministre remplace une heure d'enseignement disciplinaire par des missions supplémentaires. Le SNFOLC exige le maintien de la technologie en 6^{ème}.

BACCALURÉAT ET ÉPREUVES DE SPÉCIALITÉS EN MARS

Pour la première fois depuis la mise en place de la réforme du baccalauréat en 2018, les épreuves de spécialités devraient avoir lieu en mars. Le SNFOLC revendique encore et toujours le report des épreuves de spécialité en juin, et le retour à un baccalauréat national et anonyme avec des épreuves terminales dans toutes les disciplines. Les professeurs, les parents, les élèves sont en colère : contrôle continu, programmes

tronqués, épreuves au bout de 6 mois, dénaturent le diplôme. Se pose la question de la grève durant les épreuves de spécialités.

FERMETURE DES CPGE-ECG

Le ministère engage une nouvelle réforme qui fragilise les disciplines pour mettre en place un système modulaire. C'est la même mécanique que la réforme des lycées : un tronc commun et un choix de spécialités. Le gouvernement veut détruire les CPGE jugées trop chères et encourage dans le même temps toutes les formations privées. FO exige que cette réforme soit abandonnée et que toutes les CPGE soient maintenues.

PARCOURSUP : UN OUTIL DE SÉLECTION SOCIALE, UNE MACHINE À ÉLIMINER LES LYCÉENS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Cela fait 5 ans que cela dure. Cela fait 5 ans que les élèves sont exclus de la formation universitaire de leur choix : sur 936 000 candidats – dont 622 000 lycéens – en 2022, 182 000 candidats n'ont finalement intégré aucune formation. Chaque lycéen s'interroge : « J'ai très peur de ne rien avoir » ; « Que se passera-t-il si tout le monde me refuse ? » ; « Je crains de ne pas être acceptée dans les formations que je veux ». Parcoursup développe coaching et formations privées (plus 60 % d'inscriptions en 10 ans, 40% des formations recensées en 2022 sont privées, selon un rapport parlementaire). Le SNFOLC refuse que la jeunesse soit sacrifiée, évincée de la formation de son choix.

Travailler plus longtemps dans la semaine, dans l'année, dans la carrière, avec des conditions de travail totalement dégradées, des disciplines évincées, des postes et des classes en moins, des diplômes détériorés, et des salaires bloqués... n'en jetons plus !

Et il faudrait accepter de travailler deux ans de plus au nom de la réforme Macron-Borne !

Ensemble, il faut monter d'un cran, durcir le mouvement face à l'entêtement de Macron-Borne.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU, UNEF, Voix lycéenne, FAGE, FIDL, MNL) appelle « les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraités à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. »

Le SNFOLC appelle l'ensemble des personnels à se réunir en HIS, en AG pour mettre les établissements à l'arrêt, par la grève, à partir du 7 mars et mettre en échec tous les plans destructeurs de la politique du gouvernement.